

CARRERA DE ABOGACÍA

Examen libre: Lecto-comprensión

Nivel: Integrador

Fecha:

Nombre del alumno:

.....

DNI:

De su interés: Lea atentamente los títulos de las actividades. Se tendrá en cuenta la presentación prolija de su trabajo. Las respuestas que proporcione deberán estar redactadas en idioma castellano. Está permitido el uso de diccionario. Es recomendable que administre correctamente el tiempo para leer y resolver las actividades, con un margen -de ser necesario- de diez minutos para hacer correcciones en sus respuestas.

L'ordre des médecins saisi contre deux médecins sénateurs pour avoir voté la suppression de l'aide médicale d'État

[Le Figaro | 10/11/2023]

Les praticiens qui ont déposé plainte estiment qu'en votant la fin de l'AME, les deux médecins sénateurs LR entrent en « contradiction avec le serment prêté par les médecins "de protéger toutes les personnes, sans aucune discrimination" ».

Deux praticiens ont déposé vendredi 10 novembre des plaintes devant l'Ordre des médecins pour violation du code de la Santé publique contre deux sénateurs LR, également médecins de profession, qui ont voté la suppression de l'aide médicale d'État (AME).

Le Sénat a adopté mardi un amendement déposé par des sénateurs LR prévoyant la suppression de l'AME, dispositif qui couvre intégralement les frais de santé des étrangers en situation irrégulière présents en France depuis au moins trois mois, et l'a transformé en « aide médicale d'urgence » à l'occasion de l'examen du projet de loi immigration. Le texte doit désormais être examiné par l'Assemblée nationale. Parmi les sénateurs de droite et du centre qui ont voté la réforme figurent une quinzaine de soignants de profession, médecins, pharmaciens ou infirmière.

« Nous dénonçons, avec de nombreuses associations et professionnels de santé, la complicité de Mme Marie Mercier, sénatrice, et de M. Jean-François Rabin, sénateur, membres d'une assemblée dont les décisions portent atteinte, directement, à la santé physique et psychique d'une population connue pour être particulièrement vulnérable », écrivent dans leurs plaintes les docteurs Georges Yoram Federmann, psychiatre installé à Strasbourg, et Jean Doubovetzky, généraliste exerçant à Albi.

Voter la suppression de l'AME, une « contradiction avec le serment prêté par les médecins »

Les plaintes sont adressées respectivement aux présidents du Conseil départemental de l'Ordre des médecins de Saône-et-Loire, où exerce Marie Mercier, et du Pas-de-Calais, où est basé Jean-François Rapin.

Selon les plaignants, les deux sénateurs visés, en votant la fin de l'AME, ont violé cinq articles du Code de la Santé publique, dont l'article R.4127-7 qui stipule que « le médecin doit écouter, examiner, conseiller ou soigner avec la même conscience toutes les personnes quels que soient leur origine, leurs mœurs et leur situation de famille, leur appartenance ou leur non-appartenance à une ethnie, une nation ou une religion déterminée, leur handicap ou leur état de santé, leur réputation ou les sentiments qu'il peut éprouver à leur égard. Il doit leur apporter son concours en toutes circonstances ».

Voter la suppression de l'AME est en « contradiction avec le serment prêté par les médecins “de protéger toutes les personnes, sans aucune discrimination, si elles sont affaiblies, vulnérables ou menacées dans leur intégrité ou leur dignité” », affirment encore dans leur plainte les Dr Federmann et Doubovetzky.

Selon eux, le remplacement de l'AME par une aide médicale d'urgence « représente un recul sans précédent pour les droits et la santé publique en France ». La Fédération des hôpitaux publics avait déjà estimé mercredi que la suppression de l'AME était « une hérésie ».

A) Responder según el texto.

1) ¿Quiénes recurrieron al Colegio Médico y contra quiénes?

2) ¿Cuál fue la decisión que motivó tal denuncia?

3) ¿Qué otra institución de la República deberá deliberar a continuación?

4) Según los denunciantes, ¿qué bien jurídico se vulnera?

5) También a su entender, ¿qué cuerpo normativo se habría violado?

6) ¿Por qué se hace mención del juramento hipocrático?

7) ¿Cuál es la opinión de la Federación de Hospitales Públicos?

B) Re-expresar en castellano las ideas expuestas en los siguientes extractos del texto. La mera traducción no será tenida en cuenta como respuesta válida.

Parmi les sénateurs de droite et du centre qui ont voté la réforme figurent une quinzaine de soignants de profession, médecins, pharmaciens ou infirmière.

... quels que soient leur origine, leurs mœurs et leur situation de famille, leur appartenance ou leur non-appartenance à une ethnie, une nation ou une religion déterminée, leur handicap ou leur état de santé, leur réputation ...

... représente un recul sans précédent pour les droits et la santé publique en France.

C) Utilizar técnica de “barrido” de texto y buscar siete términos transparentes.

Ejemplo: “discrimination”

TÉRMINO EN FRANCÉS	EQUIVALENTE EN CASTELLANO

D) Extraer del texto seis verbos en infinitivo, seis conjugados (de los cuales dos deben ser en presente, dos en pasado y dos restantes) y seis participios.

INFINITIVOS	CONJUGADOS	PARTICIPIOS

E) Indicar si las siguientes afirmaciones son verdaderas o falsas.

AFIRMACIÓN	VERDADERA	FALSA
Ambos senadores denunciados son políticos de profesión.		
En este caso, el dispositivo que cubre todos los gastos de salud, llamado “Aide médicale d’urgence”, se transformó en “Aide médicale d’État”.		
Según la normativa vigente, el médico debe atender al paciente más allá de cualquier circunstancia fáctica.		

F) Explicar, sucintamente, el significado de las siguientes expresiones.

- Les praticiens qui ont déposé plainte estiment...

- [les] étrangers en situation irrégulière présents en France depuis au moins trois mois ...

➤ ... si [les personnes] sont affaiblies, vulnérables ou menacées dans leur intégrité ou leur dignité...

Signature de l'étudiant : _____

MODELO

CARRERA DE ABOGACÍA**Examen libre:** Lecto-comprensión**Nivel:** Integrador**Fecha:****Nombre del alumno:**

.....

DNI:

De su interés: Lea atentamente los títulos de las actividades. Se tendrá en cuenta la presentación prolija de su trabajo. Las respuestas que proporcione deberán estar redactadas en idioma castellano. Está permitido el uso de diccionario. Es recomendable que administre correctamente el tiempo para leer y resolver las actividades, con un margen -de ser necesario- de diez minutos para hacer correcciones en sus respuestas.

IMMIGRATION : LES PROJETS D'EXTERNALISATION DES DEMANDES D'ASILE**PROGRESSENT EN EUROPE [Source : *Le Figaro* du 30 janvier 2024]**

DÉCRYPTAGE - Tandis que les Lords ont voté le nouveau «plan rwandais» à Londres, la Cour constitutionnelle albanaise a validé l'accord avec l'Italie pour accueillir en Albanie des migrants secourus dans les eaux italiennes.

Feu vert pour Rome. La Cour constitutionnelle albanaise a validé l'accord négocié entre l'Albanie et l'Italie pour l'ouverture sur le sol albanais de centres d'accueil pour les migrants secourus en mer dans les eaux italiennes. Il y a deux mois, la Cour suprême avait censuré le projet de loi controversé du gouvernement Sunak d'expulser vers le Rwanda les demandeurs d'asile arrivés illégalement sur le sol britannique, l'obligeant à revoir sa copie.

Signé en novembre dernier, l'accord entre l'Italie et l'Albanie prévoyait quant à lui la mise en place de deux centres d'accueil dans le port de Shengjin, sur la côte adriatique. L'un doit gérer l'enregistrement des demandeurs d'asile, l'autre loger les migrants dans l'attente de leur réponse. Gérés par les autorités italiennes, ces centres doivent accueillir jusqu'à 3000 migrants par mois, soit environ 36.000 par an, selon les estimations du ministère de l'Intérieur.

Giorgia Meloni, qui a promis de lutter contre l'immigration illégale, est confrontée à l'augmentation des arrivées sur les côtes italiennes. Selon le ministère italien de l'Intérieur, le nombre de débarquements illégaux a augmenté de près de 50% en 2023 par rapport à l'année précédente, avec 157.652 arrivées contre 105.131 en 2022.

Validation de l'accord Italie-Albanie

L'accord «ne nuit pas à l'intégrité territoriale de l'Albanie», précise le communiqué de la Cour, qui a suscité l'ire des ONG. Dans un recours déposé début décembre 2023, l'opposition albanaise arguait que l'accord entre Giorgia Meloni et son homologue Edi Ramasigné violait la Constitution et la souveraineté du territoire albanais. L'accord «devrait être autorisé au préalable par le président de la République» et ne respecte pas les «normes internationales en matière de droits des migrants», affirmait-elle. Un argumentaire que la Cour constitutionnelle a choisi d'écarter.

L'externalisation des demandes d'asile séduit de plus en plus de pays sur le Vieux Continent, alors que les passages clandestins augmentent fortement. En 2023, selon Frontex, l'agence européenne aux frontières, le nombre d'arrivées illégales a crû de 17% pour un total de près de 380.000 migrants en un an. L'objectif affiché est d'empêcher que les demandeurs se maintiennent en Europe une fois déboutés, comme c'est le cas dans la plupart des pays de l'Union. Pour les pays concernés, il s'agit surtout de décourager les migrants de venir demander l'asile sur leur territoire.

Pour le moment, le projet de Giorgia Meloni a donc échappé au couperet des juges. À Londres, Rishi Sunak n'avait pas eu cette chance. En réponse au camouflet infligé par la Cour suprême britannique, Rishi Sunak a signé un nouvel accord avec Kigali, appuyé sur une version remaniée du projet de loi. Ce nouveau texte définit le Rwanda comme un pays-tiers sûr, ce que les tribunaux ne pourront plus contester. Pour limiter les recours en justice, il propose également de ne pas appliquer aux expulsions certaines dispositions de la loi britannique sur les droits humains.

Au Royaume-Uni, le nouveau «plan rwandais» voté par les Lords

Pour le moment, le texte a passé deux étapes décisives au Parlement britannique, mais son examen est long et délicat. Lundi 29 janvier au soir, Rishi Sunak a remporté le premier vote à la chambre haute du Parlement. Après plus de six heures d'intenses débats, les membres de la Chambre des Lords ont rejeté un amendement qui aurait tué la législation par 206 voix contre 84. Le projet a ensuite été adopté en deuxième lecture sans vote formel, ce qui signifie qu'il fera maintenant l'objet d'un examen ligne par ligne pendant des jours. Il faut s'attendre à ce que les Lords tentent de vider le texte de sa substance le mois prochain, lorsqu'ils commenceront à débattre et à voter sur des amendements.

Le vote à la chambre des communes n'avait pas été moins périlleux, le 12 décembre dernier. Le texte n'avait été adopté en première lecture qu'après sept heures de débats et par 313 voix contre 269. L'heure de vérité sonnera avec le retour de la loi devant la chambre des communes. En effet, le parti tory, divisé sur ce texte, menace d'implorer. Menés par deux vice-présidents du parti conservateur, Lee Anderson et Brendan Clarke-Smith, une soixantaine de députés de l'aile droite dénoncent une loi trop édulcorée.

Après s'être abstenus, ces contestataires menacent de voter contre le texte lorsque celui-ci reviendra de la chambre des Lords. À moins que plusieurs amendements ne soient adoptés. Ils exigent par exemple que toutes les possibilités de recours soient supprimées pour les migrants expulsés. De quoi refroidir les conservateurs plus

modérés. Pour espérer sortir de cette séquence politique par le haut, Rishi Sunak devra donc déployer des trésors de diplomatie.

Rishi Sunak sur un fil

L'enjeu est de taille pour Rishi Sunak, dont l'avenir politique dépendra notamment de ce texte, après sa promesse d'«arrêter les bateaux». D'autant plus que le premier ministre a déjà perdu des plumes dans la bataille migratoire. Sa politique a fait l'objet des critiques acerbes de son ex-ministre de l'Intérieur, Suella Braverman, et a entraîné la démission de Robert Jenrick, secrétaire d'État à l'Immigration.

Quoi qu'il en soit, les traversées illégales de la Manche ont enregistré une forte baisse en 2023, avec près de 30.000 migrants débarqués, contre 45.000 en 2022. La Grande-Bretagne a déjà versé au Rwanda environ 240 millions de livres (environ 280 millions d'euros) pour accueillir des demandeurs d'asile. Mais aucun migrant n'a été envoyé en Afrique, la justice ayant stoppé un avion avant son décollage en juin 2022.

La décision de la Cour suprême britannique a eu des répercussions bien au-delà de Westminster. Notamment en Allemagne, où le gouvernement Scholz, sous la pression du FDP, le parti libéral, avait fini par accepter à contrecœur d'examiner la possibilité de traiter les demandes d'asile depuis un pays africain. Une étude de faisabilité doit donc être menée sur le sujet. Mais l'opposition, notamment écologiste, s'est appuyée sur la décision de la Cour suprême pour affirmer que cette mesure violerait nécessairement les droits humains.

Vers une coopération Allemagne - ONU ?

En réponse, le FDP a soutenu qu'il n'était «pas impossible» de mener ce projet à bien. Le parti libéral membre de la coalition au pouvoir, en la personne de Ann-Veruschka Jurisch, députée très engagée sur la politique migratoire, a proposé que les contrôles des demandes soient effectués sous la supervision du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés.

En Allemagne, 329.120 premières demandes d'asile ont été enregistrées en 2023, soit 51% de plus que l'année précédente, selon l'Office fédéral pour la migration et les réfugiés. Face à cette pression migratoire croissante et à la suite des succès électoraux de l'Afd (parti de droite populiste anti-immigration - NDLR) lors des dernières élections régionales, le gouvernement d'Olaf Scholz a pris la question migratoire à bras-le-corps.

Bon gré mal gré, l'idée fait son chemin dans le débat national allemand. Elle a notamment été adoptée par la CDU, dont le positionnement a longtemps été très modéré sur la question migratoire. Dans un document dévoilé le 11 décembre et intitulé «Vivre en liberté», le parti longtemps dirigé par Angela Merkel a dévoilé les grandes lignes de son nouveau programme : il se prononce donc pour l'externalisation des procédures d'asile vers des pays tiers.

A) Responder según el texto.

1) ¿Qué fue lo que el Tribunal constitucional albanés convalidó?

2) El proyecto del Primer ministro británico, ¿tuvo la misma suerte? ¿Por qué?

3) En Italia y en el Reino Unido, la cantidad de entradas ilegales, ¿es mayor o es menor que en el pasado?

4) ¿Qué provocó un gran descontento en las Organizaciones no gubernamentales?

5) ¿Por qué el partido conservador inglés está lejos de lograr un consenso sobre el proyecto?

6) ¿Qué consecuencia política en Londres y en Berlín tendría la no aprobación del proyecto?

7) A la lectura del texto, ¿qué entiende por « externalisation »?

B) Re-expresar en castellano las ideas expuestas en los siguientes extractos del texto. La mera traducción no será tenida en cuenta como respuesta válida.

Pour espérer sortir de cette séquence politique par le haut, Rishi Sunak devra donc déployer des trésors de diplomatie.

Une étude de faisabilité doit donc être menée sur le sujet.

... le gouvernement d'Olaf Scholz a pris la question migratoire à bras-le-corps.

C) Utilizar técnica de “barrido” de texto y buscar siete términos transparentes.

Ejemplo: “*asile*”

TÉRMINO EN FRANCÉS	EQUIVALENTE EN CASTELLANO

D) Extraer del texto seis verbos en infinitivo, seis conjugados (de los cuales dos deben ser en presente, dos en pasado y dos restantes) y seis participios.

INFINITIVOS	CONJUGADOS	PARTICIPIOS

E) Indicar si las siguientes afirmaciones son verdaderas o falsas.

AFIRMACIÓN	VERDADERA	FALSA
Es posible que, a la hora de tratar las enmiendas, la Cámara de los Lores vacíe de contenido al proyecto.		
Los conservadores más moderados verían con beneplácito que se suprimiesen todos los recursos judiciales de los migrantes expulsados.		
El partido liberal alemán quiere evitar		

a toda costa la intervención de ACNUR al momento de examinar las solicitudes de asilo.		
--	--	--

F) Explicar, sucintamente, el significado de las siguientes expresiones.

- Pour les pays concernés, il s'agit surtout de décourager les migrants de venir demander l'asile sur leur territoire.

- ... avait fini par accepter à contrecœur d'examiner la possibilité de traiter les demandes d'asile depuis un pays africain.

- Bon gré mal gré, l'idée fait son chemin dans le débat national allemand.

Signature de l'étudiant : _____